

*Les crédits*

p. 100, c'est-à-dire que les recettes ont augmenté d'à peu près 26 millions. Mais il y a un problème, c'est que les dépenses ont augmenté de 15 p. 100 et de 94 millions.

Moi, je défie qui que ce soit de gérer quelque entreprise que ce soit, en recevant 26 millions de revenus et 94 millions de dépenses, de l'opérer au-delà d'un an ou deux. Quand c'est une entreprise publique, ce n'est pas important. Opérer seulement une société, une entreprise, quand c'est public, ce n'est pas important. On peut faire les dépenses qu'on veut, les déficits qu'on veut, ce n'est pas important, parce que c'est public!

Monsieur le Président, le Canada fait face à la réalité, aujourd'hui, sur le plan des finances, parce qu'on n'a pas géré le pays quand c'était le temps de le faire. Parce que le parti libéral, pendant 20 ans, a accumulé une dette d'au-delà de 550 milliards de dollars, que tous les gens doivent assumer aujourd'hui, parce qu'on n'a pas eu, encore une fois, la conscience et on n'a pas eu la saine gestion de l'assumer quand c'était le temps.

Depuis 1984, monsieur le Président, le gouvernement a dépensé plus de 2,6 milliards. On nous reproche d'être des dinosaures, on nous reproche de ne pas investir d'argent. Pourtant, on a mis 2,6 milliards de dollars depuis 1984, dont 1 milliard et plus au niveau des dépenses de capital. On nous dit qu'on n'a pas amélioré l'équipement. Oui, monsieur le Président, on a amélioré l'équipement, dans le cadre des capacités qu'on avait de le faire et dans le cadre des possibilités financières, sans tomber dans le même piège dans lequel étaient tombés nos prédécesseurs, savoir, on dépense. On dépense pour n'importe quoi, pour n'importe quelle raison! On se souvient qu'en 1976, le leader de l'opposition actuel (M. Turner), était ministre des Finances et que le taux d'augmentation des dépenses gouvernementales était de l'ordre de 29 p. 100, alors qu'il est de l'ordre de 3 à 4 p. 100 aujourd'hui. Bien, on paie les factures, aujourd'hui, qu'ils nous ont imposées il y a 10 ou 12 ans.

Monsieur le Président, on compare le transport ferroviaire aux autres modes de transport. Le transport ferroviaire, je l'ai dit, représente 3 p. 100. Le transport aérien, qui est en développement énorme, on n'a qu'à regarder les grands aéroports et même les autres, représente 7 p. 100. L'automobile représente 84 p. 100. Monsieur le Président, on serait d'accord si le gouvernement abandonnait toute aide au développement routier, ou les provinces décidaient de geler pour développer le secteur ferroviaire. Mais on ne peut pas oublier une réalité qui existe: 84 p. 100 des Canadiens qui voyagent entre les municipalités, le font par transport routier. Et le développement dans le transport du camionnage, aujourd'hui, représente un des éléments importants et une industrie importante également à la grandeur du pays, autant dans les provinces maritimes, autant à Terre-Neuve que dans les provinces de l'Ouest ou dans les provinces centrales.

Même l'autobus, monsieur le Président, représente deux fois le taux d'utilisation de Via Rail dans les transports.

Monsieur le Président, les chiffres sont sans équivoque. Les Canadiens ont une nette préférence pour d'autres modes de transport que le train, et ils l'ont manifesté.

Monsieur le Président, c'est la raison pour laquelle on paie 641 millions de dollars de subventions et c'est la raison pour laquelle les gens ne prennent pas le train. Monsieur le Président, on vit dans un pays où le choix est permis de dire qu'on se déplace d'une façon ou de l'autre. On a mis 5,4 milliards de dollars depuis 11 ou 12 ans, et depuis 9 ans le système d'occupation a baissé de 20 p. 100. Et c'est une tendance. Depuis le lendemain de la guerre, depuis le début des années 1960, je l'ai dit tantôt, le taux d'utilisation du transport ferroviaire diminue. Nos collègues d'en face ont géré le pays pendant 20 ans. Au moment où cela diminuait, ils ont investi des sommes massives. Cela a donné quoi? Vingt pour cent de moins de taux d'utilisation et encore une fois des montants astronomiques de subventions!

Je pense, monsieur le Président, qu'il est question d'être raisonnable. Encore une fois, on fait des choix en termes d'hommes ou de femmes politiques. On fait des choix parfois d'être raisonnable et de dire aux Canadiens: Voici ce qu'on est en mesure de payer; à partir des sommes dont nous disposons maintenant, voici ce qu'on est en mesure de vous donner comme services. Et c'est la raison pour laquelle nous avons signifié à VIA Rail que les subventions diminueraient de 500 millions de dollars d'ici cinq ans.

Monsieur le Président, ce n'est pas qu'on n'aime pas le train. Ce n'est pas parce qu'on préfère la voiture. Ce n'est pas parce qu'on considère que le train est devenu un moyen de transport dépassé. C'est que les Canadiens ont manifesté depuis au-delà de 20 ans, d'une façon constante, un désintéressement pour le transport ferroviaire. Je l'ai dit et je l'ai répété à mon collègue plusieurs fois. Tout le monde veut prendre le train. Tout le monde veut garder le train, mais personne ne le prend. Je ne sais pas combien de fois mes collègues de l'autre côté ont pris le train depuis la dernière année.

• (1050)

[Traduction]

Combien de fois ont-ils pris le train l'année dernière? Je ne crois pas que les députés d'en face aient été nombreux à prendre le train l'année dernière. Pourtant, ils veulent que le service soit maintenu. Bien sûr que nous le voulons, mais nous n'avons pas l'argent. Où prendrons-nous l'argent? Peu importe. Les libéraux dépensent depuis vingt ans. Cependant, le pays doit faire face à une dette de 320 milliards de dollars, et M. Lalonde a prévu un déficit de 58 milliards de dollars pour